

CIBLE

Tribut

Bagarres et véhicules incendiés, blessés par dizaines. Tel est le bilan de la nuit de la Saint-Sylvestre à Paris, à Strasbourg et dans plusieurs autres villes. Au vu des chiffres, on dit à droite et à gauche qu'il faut sévir. Assurément.

Mais sans oublier que cette violence est le résultat du chômage endémique et de la détresse sociale.

Mais sans négliger un autre chiffre, pour la même nuit : trente-sept tués sur les routes, soit dix-sept de plus que l'an dernier. Autre forme de violence, infiniment plus tragique, que l'on considère avec résignation.

Après de grandes campagnes moralisatrices, les médias se sont occupés de sujets plus excitants. Et les pouvoirs publics agissent dans l'indifférence générale tandis que la répression des automobilistes imprudents ou dangereux est toujours aussi mal vue. Il semble que nous acceptions de payer un tribut de sang à des dieux obscurs, alors que l'incendie d'une automobile déchaîne la vindicte.

Il est vrai que les blessés de la route et les familles des tués ne constituent pas un groupe de pression, ni un réseau, ni une clientèle électorale repérable. On continuera à mourir sur la route en l'an 2 000 comme avant.

EURO

Sacrifices inutiles

Tournant

L'année de l'Allemagne

p. 5

Louvois

Ombres et lumières

p. 6/7

Malgré une lecture approfondie de chaque numéro de votre journal, je n'ai pas réussi à déterminer votre position politique exacte : d'après votre titre, on pouvait attendre une position de droite ou même d'extrême-droite alors que tous vos textes semblent soutenir des thèses de vraie gauche et presque d'extrême-gauche. Seules quelques brèves, en avant-dernière page explicitent un peu clairement votre titre. Mon abonnement vous montrera que c'est quand même avec plaisir que je vous lis. Un reproche malgré tout, détruire est souvent nécessaire, mais il serait bon de prévoir aussi de reconstruire une autre société...

E. J. (Haut-Loire)

Réserves

Le journal se lit avec beaucoup de plaisir et j'apprécie le caractère réfléchi et nuancé des articles. Deux réserves toutefois :

a) l'anti-américanisme systématique, qui me semble confondre critique du système libéral en général avec analyse de la culture et de la société américaines (si riches...);

b) la mise en relief insuffisante - voire inexistante - de la dimension proprement monarchique de la démarche (il ne faudrait pas que *Royaliste* finisse par se confondre avec... *Marianne*!).

H.-G. R. (Oise)

Capétiens

J'apprécie toujours votre travail et souhaite vous le voir continuer. Vous êtes les continuateurs de ce courant capétien qui vient de loin, auquel se rattachent Charles Péguy, Georges Bernanos, Charles de Gaulle et tous ceux qui croient que les nations sont indestructibles.

C. L. (Oise)

Europe

Dans le numéro spécimen de *Royaliste* que vous m'avez envoyé, j'ai lu votre éditorial réclamant un référendum sur la question de l'Europe. Vieux républicain, je me suis trouvé heureux des positions du comte de Paris, tant au sujet de Maastricht que pour Amsterdam. Un référendum ?

C'est vous qui le dites...

Oui, ce serait légitime. Et d'une certaine façon plus générale, il conviendrait de fixer les abandons de souveraineté compatibles avec l'indépendance nationale. Même si ce combat devait se révéler désespéré, ça vaudrait de l'avoir mené.

M. K. (Paris)

Arrogance

C'est avec beaucoup d'hésitation que je me suis décidé à renouveler mon abonnement à *Royaliste*. Non que je vous reproche les positions tranchées que vous prenez sur tel ou tel sujet. Organe d'un mouvement politique, il est normal que vous adoptiez une ligne nette. Mais ce qui est difficilement supportable c'est votre propension à ne jamais reconnaître vos erreurs, on croirait vous entendre chanter comme les anciens de l'Action française « notre force est d'avoir toujours raison ».

Des exemples ? La crise monétaire qui, selon vous, allait aller en s'aggravant, entraînant par un effet de chaîne de cartes la chute de l'ensemble du système bancaire mondial. La boursière boursière est passée (fin décembre la Bourse française affichait ses meilleurs résultats depuis dix ans...) et les lecteurs de *Royaliste* ne l'apprendront sans doute jamais, ni ce qui vous avait amené à faire cette fausse analyse. Autre exemple ? L'Europe. Vous avez défendu le traité de Maastricht et appelé à voter Oui au référendum sur le sujet. Depuis l'on découvre que vous êtes totalement opposé au traité d'Amsterdam qui prolonge le précédent. Pourquoi pas ? Mais j'attends toujours de lire sous votre plume que vous vous étiez trompé et de nous en expliquer les raisons (sans doute tout à fait honorables).

Alors, de grâce, si vous ne voulez pas que tous ceux qui vous lisent depuis des années et appréciaient vos analyses pour leur pertinence et les nuances que vous saviez y apporter, vous quittent, faites preuve d'un peu de modestie et de moins d'arrogance.

P. B. (Charente)

Approbation

Il m'est arrivé de vous écrire lorsque je me trouvais en désaccord avec certaines opinions émises par *Royaliste*. Aujourd'hui, il me paraît juste de manifester ma sympathie après avoir lu le numéro 716 du journal.

J'ai beaucoup apprécié l'article sur Charles Millon. Sans être proche de sa famille politique, je n'ai jamais vraiment compris le procès qui lui est fait mais je me sentais bien seul avec mes doutes. Ce n'est plus le cas.

J'approuve totalement votre article à propos de Roland Dumas. Merci de ne pas « livrer son honneur aux chiens », selon l'expression même de François Mitterrand à l'occasion du suicide de Pierre Bérégovoy, si je me souviens bien (l'expression entre guillemets est employée par convention de langage, comme sans doute François Mitterrand l'employait, lui dont le chien suivait les obsèques).

Critiquer une politique sans affaiblir les fonctions du Président de la République ou du Premier ministre, je ne peux que l'approuver également. Michel Rocard aurait dû y penser, comme tous ceux qui salissent l'ancien Président de la République, sans égard pour l'homme, ses proches et les millions de Français qui lui ont fait confiance pendant quatorze ans.

Merci à Bertrand Renouvin de montrer clairement la façon dont les socialistes et leurs amis nous gouvernent dans une perspective européenne bien sombre, en oubliant leurs engagements électoraux et ce que certains ont pu prendre pour une morale de gauche.

Votre démarche me semble totalement royaliste puisqu'elle définit une politique par rapport à l'homme et non par rapport à une idéologie travestie, dure, injuste, de plus en plus conventionnelle et de plus en plus dirigée par l'économie. Vous n'avez certainement pas besoin de mon approbation mais, comme j'ai parfois douté dans le passé, autant reconnaître que j'avais tort.

M. C. (Val-de-Marne)

Votre journal est évidemment excellent. Nominalisme et médiocrité balayés, il saisit les faits dans la connaissance certaine de leurs causes et les fait apparaître dans toute leur réalité. Avec cette arme de la vérité, une insurrection spirituelle est possible. Plus que souhaitable, elle est nécessaire. Nécessité assumée dans des cœurs libres et voulant le bien. Cœurs libres ordonnés à une autorité attentive à faire respecter les droits de chaque personne humaine et à organiser les conditions pour que chacun puisse poser des actes libres en vue du bien commun.

Je félicite votre journal pour son combat en faveur du bien commun et sa façon de montrer que ce bien commun s'oppose à l'intérêt général qui s'appuie sur une majorité en nombre et un consensus mou, de facilité, de médiocrité et de nivellement par le bas. En tant que citoyen ayant étudié la Constitution de 1958, je pense qu'une autorité rassemblant des cœurs libres œuvrant pour le bien commun, doit non seulement être indépendante des partis ; mais incarner la volonté d'un peuple fondu dans une longue histoire largement partagée avec les autres peuples d'Europe. Votre journal y prépare.

Ph. C. (Besançon).

Rectification

J'ai lu, dans le numéro 717 de *Royaliste*, avec le plus grand intérêt le remarquable article (...) consacré à Jean Guilton.

Erronément, ce dernier est présenté comme le « doyen de l'Académie française ».

Né le 18 août 1901, il n'est, à l'heure actuelle, que le vice-doyen. Le doyen d'âge est, en effet, Louis Leprince-Ringuet qui a vu le jour le 27 mars 1901. Quant au doyen d'élection, il s'agit du romancier d'origine russe Henry Troyat, élu sous la Coupole en 1958.

Cette mise au point effectuée, le texte de Bertrand Renouvin est passionnant. On ne peut qu'être admiratif face à son esprit de synthèse et d'analyse, face à son érudition.

M. T. (Belgique).

Adhérez
à la N.A.R. !

L'ai-je bien descendue ?

Après avoir nié l'évidence de la baisse de croissance, D. Strauss-Kahn reconnaît que nous ne sommes plus sur une « pente » de 2,7 %. Et pourtant, il veut encore réduire le déficit budgétaire. Le patient s'asphyxie, on le saigne !

Avant d'émettre une opinion, observons froidement l'évolution trimestrielle de notre Produit national brut. Vous me direz qu'il y a des méditations plus essentielles, mais il faut bien chercher à savoir de quoi demain sera fait.

Je résume : après une médiocre année 1996, le taux de croissance est remonté jusqu'à 1,1 % au deuxième trimestre 1997 (toujours sous le gouvernement Juppé), mais depuis la pente a été descendante (0,8 % au quatrième trimestre 1997, 0,7 % au premier de 1998) avec une légère remontée à 0,8 % au deuxième trimestre et une nette baisse à 0,5 % au troisième trimestre.

Je sais que je vous saoule avec mes pourcentages, mais il faut les relever puisque la « communication » gouvernementale s'efforce de nous convaincre que nous sommes toujours dans une phase de reprise de la croissance, ce qui n'est pas le cas : le taux de croissance annuel était de 2,1 % en 1996, il était monté jusqu'à 3,1 % en 1997, mais il redescendra à 2,6 % en 1998 (selon la dernière estimation connue pour le quatrième trimestre).

Dominique Strauss-Kahn nous avait annoncé une croissance de 2,7 % pour 1999 à cause de la crise mondiale,

avant de reconnaître que nous ne sommes « évidemment pas » sur une pente de 2,7 % de croissance. Ce sera peut-être 2,5 %, peut-être moins puisque l'INSEE prévoit que le taux de croissance sera de 1,8 % pour le premier semestre 1999.

Or si la croissance est inférieure à 2,3 %, le chômage augmentera mécaniquement alors que le taux officiel est actuellement à la baisse. Cette hypothèse pessimiste doit être sérieusement prise en considération car la logique mondiale de récession freine nos exportations hors de l'Union européenne, et réduit la croissance de nos principaux partenaires commerciaux européens qui nous achèteront moins cette année. Ainsi, le taux de croissance serait en 1999 de 2 % pour l'Union européenne, contre 2,8 % (estimés) cette année.

Encore faudrait-il que, faute d'un courant suffisant d'exportations, la consommation intérieure reste forte chez nos voisins et dans notre pays. Mais la demande des ménages, qui ont massivement recours aux crédits à court terme, est fragile. Et, en France, la réduction du nombre officiel des chômeurs masque une progression considérable des emplois précaires qui ont augmenté de 0,8 % sur un an et de 4 % depuis cinq ans - ce qui ne constitue pas un soutien

solide et durable pour la consommation.

Tout ces prévisions sont fondées, de surcroît, sur l'hypothèse d'une stabilisation de la situation mondiale. Il faut souhaiter qu'elle se vérifie, mais l'Asie n'est pas sortie de sa crise, ni la Russie, le Brésil est toujours dans une situation gravissime, la baisse du prix des matières premières affecte gravement les pays producteurs et la bulle spéculative qui s'est reformée peut éclater à tout moment.

Dans cette situation à tous égards dangereuse, que préconise Dominique Strauss-Kahn ? Un programme pluriannuel de réduction du déficit budgétaire et de réduction des dépenses publiques !

On dira que telle est la logique du « pacte de stabilité ». Il faut redire que cette logique est absurde : alors que la récession se confirme et que la dépression mondiale nous menace, il est indispensable de soutenir l'activité économique par des investissements publics massifs et par un soutien de la demande des ménages (hausse substantielle du SMIC, augmentation des fonctionnaires). La politique du gouvernement va au contraire aggraver les effets récessifs, tandis que la gestion de l'euro entraînera une compression croissante des salaires. Autant que le Premier ministre, M. Strauss-Kahn devra être tenu pour responsable du désastre qui va survenir.

Annette DELRANCK

Allègre

Finalement, beaucoup de bruit pour rien. En arrivant rue de Grenelle, Claude Allègre avait proclamé haut et fort sa volonté de réformer en profondeur l'Éducation nationale, et dénoncé le « corporatisme » syndical représenté à ses yeux par le SNES : il s'agissait alors de « dégraisser le mammoth ».

Il y eut des grèves (celle très longue de la Seine-Saint-Denis) et des manifestations - celles des lycées en octobre dernier. Le ministre de l'Éducation nationale avait surmonté ces mouvements de fronde, et semblait l'emporter sur le SNES qui avait manqué sa mobilisation en septembre. Entre Claude Allègre et les enseignants, l'heure de la réconciliation semblait avoir sonné. Mais le ministre continuait ses provocations, qui inquiétaient de plus en plus le Parti socialiste, puisque nombre de ses militants appartenait à un corps enseignant qui vote à 70 % pour la gauche.

A six mois des élections européennes, il était urgent de rétablir le calme.

De fait, Claude Allègre s'est publiquement réconcilié avec la secrétaire générale du SNES sur un projet de « charte » qui sera adoptée avant les vacances de février. Ce projet est sympathique : aménagements d'horaires, aide personnalisée aux élèves. Mais le grand bouleversement médité par Claude Allègre n'aura pas lieu, à la grande fureur du SGEN-CFDT.

Adversaires et partisans de la réforme conviendront sans doute que le gouvernement a décidé de soumettre l'intérêt des élèves (qu'on devait placer au cœur du système éducatif) aux intérêts électoraux du Parti socialiste.

Jacques BLANGY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : L'ai-je bien descendue ? - p.4 : Comment recule la démocratie - Deux cendrillons, 11 citrouilles - p.5 : Année de l'Allemagne - p.6/7 : Louvois, ombres et lumières - p.8 : Deux regards nets sur un monde flou - p.9 : Retour à Dostoïevski - p.10 : Hammett - Le comte de Paris - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : 11 remarques sur l'euro.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parlt. 51700 - ISSN 0151-5772

Comment recule la démocratie

Les annonces de discussions entre le journal *Ouest-France* et trois autres journaux de l'Ouest (1) appartenant à la Socpresse (une filiale du groupe Hersant) ont récemment rappelé combien la presse quotidienne se portait mal en France. C'est le « tout financier » qui tue la presse et la démocratie.

Fin décembre, *Ouest-France* et la Socpresse ont évoqué des conversations qui pourraient prochainement déboucher sur une coopération entre les quatre journaux. A court terme, des rapprochements entre les régies publicitaires, mais aussi des accords industriels d'impression, sont le plus souvent évoqués.

La stagnation de la diffusion, la fragilité de la publicité et la lourdeur des charges sont mis en avant par les directions des groupes, pour justifier ce qui ressemble fort à une intégration rampante dans la grande structure de *Ouest-France*.

Un tel rapprochement ne peut que soulever l'incompréhension des lecteurs et des gens qui travaillent dans ces journaux. En effet, depuis la fin de la guerre, ces derniers se livraient à une véritable guerre de tranchées géographique et économique, mais aussi idéologique. Au point que le terme d'« alliance contre nature », utilisé par le journal *Le Monde* pour désigner ces discussions, n'est sans doute pas trop fort.

Ainsi, les lecteurs apprennent que la fameuse concurrence entre les titres n'était que de façade et cachait de très concrètes discussions financières. Mais qui se soucie encore des lecteurs ? Il faut remarquer que les arguments des directions sont strictement économiques ou financiers, et aussi ne pas oublier qu'un groupe comme *Ouest-France*

tire la plus grosse partie de son bénéfice, non pas de son quotidien (qui ne gagne pas d'argent), mais de lucratifs réseaux de journaux gratuits de petites annonces.

Soyons francs : le véritable enjeu de ces discussions n'est pas la possession des journaux mais le contrôle du marché publicitaire. Il y a d'ailleurs bien longtemps que chez les patrons de presse, le souci d'informer ses lecteurs et de permettre la libre circulation des idées, ne sont que des considérations très secondaires, qu'on ne réserve qu'aux éditoriaux du samedi et aux déclarations au personnel.

D'année en année, la presse quotidienne régionale perd des lecteurs, alors que le contenu des journaux s'appauvrit à la même mesure. De plans sociaux en plans d'économies, et de « nouvelles maquettes » désordonnées en personnel découragé, la presse régionale perd surtout sous nos yeux sa dernière raison d'être : à savoir le goût et même l'amour pour une région et pour son peuple, ainsi que le souci constant de l'accompagner et de grandir avec lui.

Les journalistes de la Libération avaient compris que les journaux ne pouvaient être un produit industriel comme les autres, sous peine de pires dérives. Leurs descendants ont oublié les leçons de l'Histoire.

PAUL GIL

(1) *Presse-Océan*, le *Courier de l'Ouest* et le *Maine-Libre*.

Deux Cendrillons pour onze citrouilles

Après la grande fête médiatique de l'euro, les maux de tête, les acidités stomacales des petits matins blêmes et les factures dans la boîte aux lettres. Voici Cendrillon devant sa citrouille.

Comme l'Europe c'est mieux et plus grand, nous avons même rencontré deux Cendrillons et onze citrouilles. Où ? Dans les colonnes du *Nouvel Observateur* (1) qui célébrait l'An I de l'euro, présenté comme la « Naissance d'un continent »... curieusement réduit aux onze pays de l'*Euroland*. Pour fêter l'événement, notre éminent confrère avait invité MM. Delors et Giscard d'Estaing (2). On s'attendait donc à ce que ces deux gloires de l'euroïsme militant nous entraînent dans une joyeuse farandole.

Eh bien non ! Ce sont deux vieux inspecteurs des travaux pas finis, grincheux et boudeurs, qui sont entrés dans la salle de l'eurofête. Après avoir dit rapidement leur « émotion », Cher-Valéry et Cher-Jacques ont surenchéri dans le commentaire ravageur. Le premier à ouvert de feu : « comment voulez-vous que les gens soient séduits par un euro avec cinq chiffres après la virgule ? ». Et le second de geindre : « Contrairement à ce que prévoyait le traité de Maastricht, il n'y a pas en face de la Banque centrale européenne une sorte de gouvernement économique, c'est-à-dire une réelle coordination des politiques économiques ». Or, poursuit l'ami Jacques, c'est une « croissance durable » qui sera le premier test de la réussite de l'euro ; mais

« malheureusement, je ne vois pas se dessiner une telle volonté » (de croissance). Peut-on considérer l'euro comme une étape décisive vers l'Europe fédérale ? demande le meneur des débats. « Je ne le crois pas », répond brutalement l'ami Jacques : l'organisation européenne est si compliquée qu'« on tourne le dos à l'approche fédérale qui, au contraire, a inventé la simplicité et l'efficacité » (sic). Et son compère de préciser : « Aujourd'hui l'Europe ressemble à un ménage qui vient d'acheter un appartement dans une maison. Il a ajouté deux, trois pièces. Il veut en rajouter d'autres mais il n'y a pas d'architecte qui pense l'ensemble et réponde à la question centrale : pourquoi voulons-nous vivre ensemble ? ».

Le débat se termine cependant sur une note d'espoir. Les deux cendrillons se retrouvent devant onze citrouilles, et attendent qu'elles forment un seul et même carrosse.

Carrosse, ou Carabosse ? Là est la question...

Sylvie FERNOY

(1) Numéro 1782, 31/12/98 - 6/1/99.

(2) Les futures dispositions légales sur la « parité » et le Pacs nous permettent d'évoquer, à l'encontre de la tradition, deux Cendrillons de l'un ou de l'autre sexe - ou même du troisième, genre Drag Queen si vous voyez ce que je veux dire.

L'année de l'Allemagne

En 1999, échoient à l'Allemagne plusieurs responsabilités européennes et internationales au moment même où ses institutions déménagent vers Berlin.

Un certain vertige saisit les Allemands à l'aube de cette dernière année du siècle. Il faudrait tout à la fois que la chancellerie, le Bundestag, l'Auswärtiges Amt et tous les ministères déménagent de plus de 700 kms à l'Est, et qu'en même temps les fonctionnaires préparent les dossiers d'une dizaine de sommets importants dont la présidence revient à l'Allemagne : présidence de l'Union européenne du premier semestre, présidence de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), présidence du G 8 (groupe des pays les plus industrialisés). Aucune administration n'y résisterait. Ajoutons à cela la mise en œuvre de la monnaie unique dont la Banque centrale est à Francfort.

Le chancelier Kohl s'était taillé là un habit à sa mesure. Avec sa vaste expérience, il aurait dominé les problèmes de son imposante stature. Son successeur, à la tête d'un gouvernement de coalition, s'en sortira plus modestement. On voit bien ce qu'aurait donné la commémoration avec Kohl du cinquantenaire de l'Acte fondamental (1) qui coïncidera le 23 mai avec l'installation du

Bundestag dans les locaux du Reichstag. On voit bien ce qu'aurait donné la célébration du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin, le 9 novembre, avec le transfert le 21 novembre du ministère des Affaires étrangères dans les anciens locaux occupés par Honecker et le comité central du parti communiste est-allemand. On voit même bien ce qu'aurait donné en août les festivités du 250^e anniversaire de la naissance de Goethe qui marqueront le point culminant de l'année culturelle européenne dont la capitale en 1999 sera Weimar. Avec le chancelier Schröder, avec son ministre des Affaires étrangères, le vert Joska Fischer, avec son ministre de la Culture, Nauman, il est à penser que tous ces actes importants revêtiront moins d'ampleur. Ces hommes n'ont pas la vision historique qu'avait Kohl. Ils sont surtout vus par l'extérieur, à commencer par la France, comme manquant de racines dans le passé.

Les dernières controverses sur le souvenir de la Shoah donnent le sentiment que les Allemands veulent même s'en débarrasser, non par hostilité, mais au contraire par une sorte

d'ingénuité. On prend la faute sur soi et on n'en parle plus, au lieu de chercher constamment une forme de rédemption, de pardon. On ne discute pas de la responsabilité car on la prend sur soi mais il n'y a personne pour absoudre. Conclusion : il n'y a pas lieu de s'y arrêter ; on continue. Cette conception de la faute et du devoir d'État possède d'ailleurs de fortes racines dans un certain luthéranisme.

Si le nouveau gouvernement pouvait gommer toute signification historique dans ce retour à Berlin, il le ferait. Un déménagement, rien de plus. En 1899, on pouvait avoir le sentiment à Berlin que les linéaments d'un nouveau siècle s'y édifiaient, « les assises du XX^e siècle » comme titrait orgueilleusement cette année-là un livre de Houston Chamberlain, précurseur du nazisme. En 1999, on ne discerne rien dans le nouveau Berlin qui se construit, encore moins dans une littérature quasi inexistante avec des intellectuels qui ressassent le passé. On ferme un siècle plus qu'on en ouvre un autre.

On laissera ouverte la question de savoir si cela ne vaut finalement pas mieux pour tout le monde. La lutte de l'Allemagne, ou de la partie d'entre elle qui est parvenue au pouvoir le 27 octobre dernier, pour vivre une vie « normale », une vie « privée » : c'est-à-dire changer de domicile et boucler un budget, travailler et se divertir, devrait nous rassurer. Pourquoi faut-il donc qu'on s'en inquiète et que tout ceci ne nous dise rien qui vaille ?

Yves LA MARCK

(1) Le 23 mai 1949, l'Acte fondamental a marqué la création de la République fédérale d'Allemagne, formée par les Länder de l'Ouest avec Bonn comme capitale.

BRÈVES

♦ **JORDANIE** - Le roi Hussein (63 ans), qui commence sa convalescence après six mois de traitement de chimiothérapie - couronné de succès, selon ses médecins -, a été reçu à la Maison-Blanche par le président Clinton début janvier. A l'ordre du jour de cette rencontre : les relations américano-jordanaises et l'évolution du processus de paix en Palestine. Le roi avait joué un rôle déterminant lors des négociations de Wye Plantation.

♦ **BELGIQUE** - Dans son message de Noël, le roi Albert II a invité les Belges à cultiver la tolérance et à faire échec au racisme : « Prenons chacun notre responsabilité et rejetons résolument tout ce qui divise ou sépare, refusons la voie de l'intolérance, du racisme et de l'exclusion de l'autre ».

♦ **MAROC** - En séjour privé au Maroc pour les fêtes, le président Chirac a été reçu en audience par le roi Hassan II au palais royal de Rabat.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Selon le *Times*, une correspondance amoureuse entre la reine Victoria et son garde-chasse, a été découverte à l'occasion du tournage d'un film sur ce dernier. Les détenteurs de cette correspondance ont décidé de ne pas la rendre publique tant que la reine mère sera encore en vie.

♦ **CANADA** - Un récent sondage donne 48 % de partisans de la rupture des liens avec la monarchie britannique contre 39 % qui s'y opposent. Cette question est abordée avec prudence par la classe politique canadienne. Le Premier ministre Jean Chrétien a déclaré : « Je ne veux pas en débattre personnellement. J'ai assez de problèmes avec les séparatistes au Québec et je ne veux pas en avoir avec les monarchistes en Ontario ». Un tel changement nécessiterait l'accord des dix provinces canadiennes, ce qui en l'état actuel des choses paraît totalement impossible.

♦ **CAMBODGE** - La reddition de Khieu Samphan et Nuon Chea, deux importants dirigeants khmers rouges, a été diversement appréciée. Alors que le Premier ministre Hun Sen les a reçus très chaleureusement, le roi Norodom Sihanouk, tout en se réjouissant de ce ralliement, a déclaré qu'il n'accorderait pas son amnistie aux deux hommes qu'il considère comme des criminels et qu'« un tribunal international serait parfaitement dans son droit s'il engageait une procédure pour génocide au Cambodge ». Le prince Ranariddh, président de l'Assemblée nationale a exprimé une position identique à celle de son père. Le roi lui-même a vu six de ses quatorze enfants massacrés sous le régime de Pol Pot.

♦ **AFGHANISTAN** - La princesse India d'Afghanistan, fille d'un ancien roi (1919-1929) d'Afghanistan, se consacre depuis des années à œuvrer pour le retour des libertés fondamentales dans son pays. « Je me bats avant tout pour le retour d'un État de droit, de libertés, où les femmes retrouveraient leur dignité. [...] Si cela doit passer par un retour de la monarchie, pourquoi pas ? Mais vite car l'Afghanistan se meurt... ».

Auteur d'une biographie de Colbert qu'il nous avait présentée, notre ami Aimé Richardt s'est attaché dans un nouvel ouvrage à cerner la personnalité de Louvois et à faire le bilan de sa politique. Cet homme d'État intelligent et habile rendit d'éminents services, mais il se rendit coupable de fautes et de crimes qui eurent de lourdes conséquences pour la France et pour la monarchie. En voici le portrait fortement contrasté.

Portrait

Louvois, ombres et lumières

■ **Royaliste : Dans quel milieu Louvois est-il né ?**

Aimé Richardt : Louvois est né à Paris en 1641. Colbert et lui étaient parents. Au XVII^e siècle, l'histoire des ministres était toujours à peu près semblable : la première génération achetait des offices de collecteurs d'impôts, la deuxième des offices de procureurs, de parlementaires, et la troisième génération s'introduisait dans les ministères. Michel Le Tellier, le père de Louvois, était secrétaire d'État à la guerre. Il est à l'origine de la fortune de son fils, comme de celle de Colbert qu'il avait fait entrer au ministère de la guerre. Pendant la période trouble de la Fronde, Michel Le Tellier est demeuré fidèle à Anne d'Autriche. A l'issue de la Fronde, il a joué de la confiance la plus totale de la reine et du jeune roi Louis XIV. Ils avaient vu autour d'eux toutes les traîtrises imaginables. Le peu de fidèles qui leur étaient restés ont été récompensés ensuite.

■ **Royaliste : Comment la carrière de Louvois a-t-elle commencé ?**

Aimé Richardt : Louvois est devenu conseiller d'État à quinze ans (son père lui avait acheté une charge), puis avocat au parlement de Metz. Après ses études, qui aboutirent à une licence, son père lui a racheté la « survivance » du secrétariat d'État à la guerre : le titulaire d'une

charge pouvait désigner son successeur, moyennant le paiement d'une taxe. A vingt et un ans, Louvois s'est retrouvé au ministère de la guerre dans l'ombre de son père qui le mettait au courant des affaires. Après la mort de Mazarin, en 1661, le roi Louis XIV a effectué une prise de pouvoir personnel. Il a constitué le Conseil d'En-Haut, dans lequel il y avait Fouquet (aux finances), Michel Le Tellier (à la guerre), et les principaux ministres. Très rapidement, Colbert s'est entendu avec la famille Le Tellier pour mettre à bas Fouquet, arrêté en 1661.

■ **Royaliste : Comment Louvois a-t-il réformé l'armée ?**

Aimé Richardt : Louis XIV aimait la guerre et la « truelle ». Le clan Colbert s'occupait des constructions. La guerre, c'était Le Tellier et son fils. Louvois et son père ont réformé l'armée française. C'était un gros travail. Il n'y avait pas d'armée à proprement parler. Les régiments appartenaient à des gens qui les avaient achetés. Il fallait rentabiliser cet achat sur le dos du soldat. La solde était payée très irrégulièrement ; on vendait les habits neufs, les chaussures... Il y avait en outre les « passe-volants ». Quand le commissaire de la guerre venait faire une inspection, par exemple, d'une compagnie de quatre cents hommes, il y en avait réellement entre 250 et 320. Pour compléter, on enga-

geait tout ce qui trainait dans « le coin » pour la durée de l'inspection. La première réforme de Louvois a consisté à réprimer brutalement cette pratique. Il a mis de l'ordre dans le corps des officiers en créant deux grades intermédiaires : major et lieutenant-colonel qui n'étaient attribués qu'au mérite. Un sous-officier pouvait espérer devenir officier, sans avoir l'argent pour acheter un grade. Cela a promu des gens qui avaient l'expérience du combat, alors qu'on connaissait des colonels de quinze ans qui n'étaient pas bons à grand-chose. Louvois a créé le « tableau d'avancement », qui consistait à noter les officiers selon leur tenue au feu, leur honnêteté... pour leur permettre d'acheter, par exemple, un grade de brigadier-général. Louvois est allé vers une professionnalisation de l'armée. Il a introduit la solde : les soldats étaient payés toutes les semaines, en fonction d'un barème prédéterminé qui augmentait de 50 % pendant les campagnes. Louvois s'est occupé du ravitaillement du soldat : il n'existait pas de service d'intendance et les soldats étaient mal nourris par des munitionnaires qui volaient. Ensuite, il a réformé l'artillerie qui ne faisait pas partie de l'armée. Le dernier grand-maître n'a pas eu de successeur, et l'on affecté des mousquetaires auprès des chefs de pièces, de façon à ce qu'ils soient entraînés. Le principal travail de

Louvois a consisté à forger une armée qui pouvait être commandée par un officier responsable auprès du roi et du ministre de la guerre. Il a créé une administration militaire qui s'occupait du ravitaillement, du service de santé, de la solde et de l'habillement des militaires... Cela n'a pas été parfait, mais des progrès considérables ont été réalisés. Au bout de quelques années, la France était dotée d'une armée moderne.

■ **Royaliste : Quelle a été l'influence de Louvois dans les guerres menées par Louis XIV ?**

Aimé Richardt : Louis XIV ne s'est pas contenté de passer des revues. Le premier conflit a été la guerre de Dévolution : la dot de l'infante Marie-Thérèse, devenue reine de France,

n'avait pas été payée. A la mort de Philippe IV, les troupes françaises, commandées par Turenne et Condé, sont entrées en Flandre espagnole. Après la victoire, le roi a accordé à Louvois différentes prébendes qui lui ont permis de gagner environ un million de livres par an. Cela a été le début de sa fortune. Puis on s'est attaqué à la Hollande. Le roi n'aimait pas les Hollandais, parce qu'ils étaient protestants et républicains. Louvois n'aimait pas les Hollandais, puisque son maître ne les aimait pas. Colbert n'aimait pas les Hollandais, parce qu'ils possédaient 16 000 navires de commerce, alors que la France en avait 300. L'argent quittait notre pays pour aller vers la Hollande, ce qui désespérait le ministre. On

est donc entré en Hollande avec 150 000 hommes qui coûtaient environ 2 livres par jour au trésor, ce qui sur une campagne de cinq, six mois représentait plus de 50 millions de livres, soit l'équivalent des rentrées du trésor royal pendant un an. Nous sommes là dans l'engrenage qui va conduire la France de Louis XIV à la ruine. On a donc augmenté les impôts et vendu des offices. Mais ceux qui achetaient les seconds étaient exemptés des premiers : on mangeait le blé en herbe. Les Hollandais ont fait des propositions inespérées. Colbert était d'accord pour accepter. Louvois a convaincu le roi de formuler des exigences inacceptables, comme le rétablissement du culte catholique. Guillaume d'Orange est devenu l'ennemi le plus implacable de Louis XIV. Il a fait ouvrir les portes des écluses, et l'armée française s'est arrêtée devant un désert d'eau. Cette guerre a été abominable et les Français se sont conduits comme des sauvages : cela a été misérable. Condé, un très grand général, préconisait d'évacuer et de raser les murs des forteresses. Mais pour Louvois et Louis XIV, on ne devait pas lâcher un pouce de territoire conquis. L'armée française, cantonnée dans les garnisons de villes prises, est devenue statique et inefficace face aux coups de mains des Hollandais. Une première coalition s'est mise en place et la France a dû se battre sur deux

fronts : la Hollande et le Rhin. Notre pays se ruinait un peu plus tous les ans : la guerre de Hollande a coûté à peu près 200 millions de livres. Avec le quart, nous aurions pu acheter la Franche-Comté, gagnée par le traité de Nimègue, aux Espagnols. Ensuite on a lancé la politique des Annexions. Selon le traité de Nimègue, les places cédées à la France l'étaient avec tous leurs attributs et droits de suzeraineté (sous-entendus au moment de la signature). Louis XIV et Louvois sont allés rechercher tous les droits qui existaient à un moment quelconque : on est remonté jusqu'à Dagobert. La ligue d'Augsbourg a dressé contre la France presque toute l'Europe. Notre pays en est resté exsangue. Cela a été le début du déclin de Louvois.

■ **Royaliste : Louvois a-t-il joué un rôle important dans la révocation de l'édit de Nantes ?**

Aimé Richardt : A la fin de cette guerre, on aurait pu espérer la reconstruction du royaume. C'est à ce moment-là que l'on a lancé la chasse aux protestants. La « guerre des procureurs » a été l'affaire de Michel Le Tellier, devenu Garde des Sceaux. Puis, Louvois s'en est mêlé pour rester indispensable au roi, auquel on avait fait signer un édit selon lequel les protestants convertis n'auraient pas à assurer le logement des gens de guerre en quartiers d'hiver. On a donc placé davantage de soldats, et notamment des dragons qui étaient un ramassis de brutes, chez ceux qui ne se convertissaient pas. La révocation de l'édit de Nantes est l'œuvre de trois personnes : Louis XIV, Michel Le Tellier et Louvois. Cela a été la deuxième catastrophe du règne. Les protestants tenaient à peu près toute l'industrie : la métallurgie et le textile. Tous ces gens là sont partis en Angleterre, en Hollande et en Brandebourg, pays intelligents qui leur ont fait des offres de service. On peut penser qu'il est parti 80 à 100 000 protestants, emmenant avec eux beaucoup d'argent et surtout des technologies. Dans une ville comme Rouen, il devait y avoir 1 600 à 1 800 métiers à tisser ; il en restait 50 après la révocation. Il est parti 800

officiers et probablement 8 à 10 000 hommes de troupe et marins. Des gens qui maîtrisaient ce que Louvois leur avait inculqué : la discipline, l'organisation, l'administration. Ils ont apporté cela chez l'ennemi. Cela étant, il faut dire que tous les auteurs de l'époque ont applaudi : « un roi, une religion ». C'était d'ailleurs la même chose dans tous les pays étrangers. En Angleterre, les catholiques étaient persécutés ; en Hollande aussi. La France avait réussi à trouver un compromis, dans lequel les deux religions vivaient en à peu près bonne entente. On a gâché tout cela. La révolution industrielle du XVIII^e siècle que l'on retrouve dans les pays protestants, en Angleterre et en Hollande, aurait parfaitement pu avoir lieu en France.

■ **Royaliste : Comment la carrière de Louvois s'est-elle achevée ?**

Aimé Richardt : Cette affaire terminée, Louvois récupère les dépouilles du clan Colbert, en particulier le poste de superintendant des Bâtiments, auquel il tenait beaucoup. Les bâtiments, c'était Versailles, Marly, Trianon. Là aussi l'erreur de Louis XIV fut d'abandonner Paris pour s'installer à Versailles. La royauté devait être au cœur du peuple, et en France le cœur du peuple c'est Paris. Le roi s'est entouré d'une cour artificielle et il a laissé Paris aux parlementaires, aux jansénistes et à la bourgeoisie d'affaires. Versailles a coûté environ 120 millions de livres : deux années de revenus. Cela dit, Louvois a fini par agacer Louis XIV : il devenait trop « premier ministre », ce dont le souverain n'a jamais voulu. Sa situation a été en se dégradant et, en 1691, il est mort d'une crise cardiaque en sortant de chez le roi. Le lendemain, Jacques II (roi d'Angleterre en exil à Saint-Germain) a envoyé un message de condoléances à Louis XIV qui lui a répondu : « J'ai perdu un bon ministre, mais vos affaires et les miennes n'en iront pas plus mal ».

Propos recueillis par
Alain SOLARI

Aimé Richardt, « Louvois, le bras armé de Louis XIV », Ed. Tallandier - prix franco : 135 F.



Le tombeau de Louvois.

Deux regards nets sur un monde flou

La droite existe-t-elle ? Peut-être, mais dans quel état ? Et pourquoi nous offre-t-elle ce spectacle désolant de la division dans l'inconsistance ? Comment en est-on arrivé là ? Deux journalistes, dans deux ouvrages, s'efforcent de répondre à ces questions.

Il fut un temps, pas si lointain d'ailleurs, où personne n'aurait osé s'affubler de l'étiquette « droite », le terme évoquant l'infamie d'une fleur de lys appliquée au fer rouge sur l'épaule dénudée d'une femme volage. Mais, comme disait l'autre : *o tempora, o mores* ; depuis lors, la « libération de mœurs » a touché toutes les couches de la société et la pratique du « branding » suscite des frissons extasiés dans les milieux de la marginalité branchée. Vivent les gourgandines et vive le fer rouge ! Enfin des soirées purgées du prêchi-prêcha de la gauche morale, cette chose étrange qui prétend imposer la fête à tous et réserver le plaisir à quelques-uns, réunis en comités, discrets bien sûr, et restreints surtout.

Délire ? Disons plutôt métaphore, pour dire que lorsque la gauche s'appela François Mitterrand, il redevint honorable de se prétendre de droite. A l'exception de quelques grou-

pes voués à l'opposition éternelle, on n'avait pas vu ça depuis... n'ayons pas peur !... la Restauration ou presque. Ah le brave homme qui, malgré lui ou par ruse subtile (c'est souvent la même chose), ramena à l'existence ceux qui depuis si longtemps prenaient bien soin de se nier. Ils étaient au-delà de la droite et la gauche, les gaullistes ; ils étaient au centre, les libéraux ; ils n'étaient pas grand-chose et surtout nulle part, les démocrates-chrétiens. Et puis voilà soudain qu'on leur dit : « Mais non, vous êtes la droite », et ce n'était plus une injure. Ils ne s'en remirent pas. Et nous sommes encore les témoins de cette très paradoxale démonstration de l'inexistence par l'existence même.

Deux journalistes, dans deux ouvrages différents et pourtant très proches, semblent s'en étonner. Il est vrai qu'il est dans la nature des journalistes de s'étonner, et plus encore de sembler. Mais, bah !, laissons-là ce commentaire qui n'est qu'une perfidie pour un plaisir mesquin. D'autant plus que ces deux ouvrages sont d'une lecture éminemment plaisante et riches en informations les plus variées. L'un s'intitule « *Le Roman de la Droite* », l'autre « *Le Livre noir de la Droite* ». Le titre du second, paraissant après un autre fameux « *Livre noir* », sent quelque peu la putasserie mercatique (pourquoi pas

« *L'Archipel des Ectoplasmes* », tant qu'on y était ?), mais passons... Le premier est signé d'Éric Branca, de *Valeurs Actuelles*, le second d'Éric Zemmour, du *Figaro*. C'est dire qu'aucun de ces deux Éric ne sera jamais surnommé « le rouge ». Et pourtant, les voilà tous les deux bien affligés par le spectacle que leur offre cette droite qu'ils voudraient pouvoir aimer.

Et ils s'interrogent : pourquoi ces simagrées dérisoires, ces querelles ineptes, ces palinodies inutiles ? « *C'est la faute à Giscard* » affirme Éric Branca. « *D'accord*, lui répond Éric Zemmour, mais Pompidou déjà n'était pas blanc-bleu ». Et nos deux compères se rejoignent sur les incohérences d'un Chirac qui ne semble voué qu'à décevoir les espérances qu'il suscite. L'un et l'autre dénoncent ces entourageages où les ambitions nécessairement féroces croissent à proportion de l'inconsistance ou de l'incompétence. Comme le talent littéraire est au rendez-vous, les portraits sont cruels et drôles. Ils sont bien sûr suivis de l'inévitable couplet contre la technocratie, toujours mystérieusement accompagné du refrain à la gloire du « gaullisme authentique », comme si Michel Debré n'avait jamais fait l'éloge et la promotion d'une haute administration « *chargée de protéger de la politique, l'essentiel national* ».

Enfin, constatons là aussi que le temps passe, et le mythe s'accroît à la façon d'une bulle de savon, plein d'incantations et vide de réflexions.

C'est là que nous esquissons une critique de l'approche des deux Éric. L'un et l'autre dénoncent la pratique d'une droite qui fut essentiellement situationnelle (la droite de la gauche) et se retrouve désemparée par la disparition de la dynamique qui la justifiait : la dynamique de gauche. Modératrice et adaptatrice, elle a perdu sa raison d'être. Lui reprocher la construction européenne (Éric Branca et Éric Zemmour) ou l'immigration (Éric Zemmour surtout) n'a pas vraiment de sens : c'est prendre du conjoncturel a posteriori pour de l'essentiel a priori, ou réintroduire un discours militant dans une description qui se veut objective.

Éric Zemmour et Éric Branca proposent à la droite de se doter d'une pensée en retrouvant le gaullisme, un gaullisme interprété au travers d'un moule national-républicain - Paul-Marie Coûteaux est le penseur de ce courant. Outre que c'est sans doute se tromper sur la nature du gaullisme, alliance du modernisme et du conservatisme plus que du nationalisme et du populisme (cette assimilation lui ayant fait perdre toute raison d'être face au Front National), c'est plus encore se tromper sur la nature de la droite. Si celle-ci veut se doter de quelque consistance intellectuelle, elle devra remonter à sa source et interroger cette nébuleuse riche et complexe que fut la Contre-Révolution et ses prolongements souvent inattendus, sans se soucier des quolibets d'une gauche figée et en se défiant des caricatures chéries de thuriféraires benêts. Ainsi cessera-t-elle d'être une droite situationnelle pour n'être plus simplement que la droite.

Patrick PIERRAN

Éric Branca - « *Le Roman de la Droite, 1974-1978* » - Éd. J.-C. Lattès, 396 p. - prix franco : 131 F.

Éric Zemmour - « *Le Livre noir de la Droite* » - Éd. Grasset, 304 p. - prix franco : 128 F.

Retour à Dostoïevski

On retourne toujours à Dostoïevski. L'édition intégrale de sa correspondance en français est l'occasion pour tous ceux que la lecture des grands romans a marqués pour toujours de méditer à nouveau sur son génie, défini par Jacques Catteau, le préfacier, à la manière de Baudelaire, « *volonté, désir, concentration, intensité nerveuse, explosion* ». Certes, il est des esprits rebelles à cette psychologie du sous-sol, qui semble privilégier ce qui en l'âme humaine défie l'équilibre et la normalité. Mais cette exploration du pathologique n'a de sens qu'à révéler la lumière, et peut-être les sources de la joie. C'est le secret d'une force, car ce combat incessant de l'écrivain dans l'obscurité des pulsions n'est jamais que le défi qui caractérise l'homme dans sa vie morale. Mais comme il nous importe de la connaître pour lui-même ce Dostoïevski, si cruel et si doux, si impitoyable et si compatissant. Qui était-il lui-même, quelle sorte d'homme ?

Faute d'un journal intime, la correspondance est un témoignage direct sur la personne qui ne s'y soucie pas de paraître mais s'exprime dans la spontanéité que lui permet la familiarité avec ceux à qui il s'adresse, notamment dans ce premier tome son frère Mikhail. Jacques Catteau l'exprime fort bien : « *L'écrivain qui bâtit rigoureusement ses œuvres selon la nécessité intérieure cède paradoxalement la place à l'homme qui se hâte de coucher sur le papier ses besoins, ses rêves et ses projets. Les lettres disent la vérité de sa vie dans les rares interstices où l'urgence et le vertige de la création ne commandent plus. La nudité de l'intention et l'absence de pose font leur force et leur intérêt. Le délaissement de l'inspiration dévoratrice [...] explique leur liberté exubérante* ».

Le premier volume qui reprend les lettres retrouvées de l'écrivain couvre une période de trente-deux ans, celle qui commence dès l'enfance et se prolonge jusqu'à la maturité du romancier à la veille d'écrire ses cinq romans essentiels. J'ai beaucoup pensé à Léon Bloy pendant ce parcours, le mendiant ingrat sans cesse obligé de supplier qu'on vienne le secourir. Certes, Dostoïevski ne court pas les usurers, il a la chance d'avoir des recours immédiats auprès de son frère, de son oncle et de quelques amis. Mais le marchandage incessant avec ses éditeurs à propos de ses droits d'auteur relève bien de la même course lancinante, d'un combat épuisant pour la vie, qui rappelle aussi les tribulations d'un Bernanos. La liberté de l'écrivain se paie décidément très cher, mais on peut se demander si ce prix payé ne constitue pas une condition nécessaire à l'élan de l'esprit qu'un trop grand confort assourdirait... Mais le plus admirable n'est-il pas qu'en dépit de cette énergie dépensée, l'enthousiasme demeure intact, avec cette puissance de travail qui requiert toutes les ressources de l'imagination ?

On peut regretter que manque la relation détaillée de certains parmi les grands moments de la vie de Dostoïevski, du moins les plus spectaculaires. Il y a, en particulier, le trou noir des quatre ans de bagne en Sibérie. Mais les *Récits de la maison des morts* suppléent largement à cette absence de lettres circonstanciées. En revanche, nous avons la relation directe de la fameuse suspension d'exécution du 22

décembre 1849. Dostoïevski est condamné à quatre ans de détention en Sibérie. Ce fut pour lui une expérience spirituelle intense, à laquelle il était semble-t-il préparé, si l'on se fie à ce qu'il déclare dans une longue lettre à son frère Mikhail : « *La vie est un don, la vie est un bonheur ; chaque minute pouvait être un siècle de bonheur. Si jeunesse savait ! Maintenant, en changeant de vie, je renais sous une nouvelle forme...* ».

Quatre ans plus tard, toujours à son frère, il résume le bagne, épreuve indicible, qui aurait pu le briser à jamais. La noirceur de l'humanité aurait pu le rendre amer jusqu'à détester ses semblables. Et certes, il n'aura jamais les illusions humanitaristes d'un Tolstoï. Cela ne l'empêche pas d'avouer : « *Même au bagne, parmi les bandits, j'ai fini en quatre ans à distinguer les hommes. Me croiras-tu : il y a des caractères profonds, forts, magnifiques, et quelle joie de découvrir, sous l'écorce grossière, de l'or ! Et pas un, ni deux, mais plusieurs. Certains forcent le respect, d'autres sont décidément magnifiques* ». A peu près au même moment, l'ancien bagnard tient à dire sa reconnaissance à une femme admirable qu'il a connue sur place (une épouse de décembre qui avait librement suivi son mari dans la détention sibérienne). A cette Natalia, il peut dire le fond de son cœur, et donc l'évolution qui a été la sienne au cours de ces années : « *Je vous dirais, non parce que vous êtes religieuse mais parce que j'ai moi-même vécu et ressenti cela, qu'en de tels instants on a soif de foi, comme l'herbe desséchée, et qu'on la trouve finalement, pour la simple raison que dans l'épreuve apparaît la vérité* ». Il se définit « *enfant du doute jusqu'à présent et même (je le sais) jusqu'au tombeau* », il n'en est pas moins envahi par une certitude profonde, un credo que plus tard il mettra dans la bouche du Chatov des *Possédés*.

Il se battra encore longtemps pour sortir de la vie militaire et s'adonner pleinement à sa vocation d'écrivain et surtout à son grand projet. Mais s'il n'écrit pas cette *Vie d'un pêcheur* qui est au fond de lui et qui est le ressort de toute sa création romanesque, son projet nourrira les cinq grands romans qui assurent sa gloire. Pour y arriver il lui faudra travailler jusqu'à en être consumé. N'est-ce pas le propre d'une grande œuvre ? Dans cette œuvre il est tout entier dans sa vie intérieure, ses contradictions insolubles, ses obsessions les plus terribles, ses secrets impossibles mais aussi cette foi étonnante, une foi sur fond de nihilisme total. Comment Nietzsche aurait-il pu être indifférent à ce lointain si proche, ce frère ennemi, le seul qui lui « *ait appris quelque chose en psychologie* ». Le père de Lubac dans son livre essentiel (qui vient d'être réédité) *Le Drame de l'humanisme athée* avait souligné cette parenté indéniable, pour saluer au-delà d'un commun désir de destruction, la volonté de s'évader de la prison dans laquelle une culture étroite enferme les hommes modernes.

C'est la grande supériorité de Dostoïevski sur beaucoup, même parmi les moins négligeables et c'est pourquoi on a pu se fonder sur ses analyses comme chefs d'œuvre de lucidité, sans comprendre à quel point elles dépassaient toute théorie psychologique. L'écrivain n'est si bon psychologue que parce qu'il est métaphysicien de l'âme, jusqu'à affronter des secrets indicibles, l'abîme du mal et l'espérance eschatologique d'un salut. Revenir à Dostoïevski, grâce à cette magnifique édition de sa correspondance, c'est revenir à la culture profonde, celle qui défie la modernité, parce qu'elle l'a transcendée et démasquée.

Fedor Mikhaïlovitch Dostoïevski - « *Correspondance, 1832-1864* », tome 1 de l'édition intégrale présentée et annotée par Jacques Catteau - Éd. Bartillat - prix franco : 310 F.
Henri de Lubac - « *Le Drame de l'humanisme athée* » - Éd. du Cerf - prix franco : 104 F.

par Gérard Leclerc



En promotion

La réédition du
Cahier de l'Herne
sur

Georges
Bernanos

prix franco 165 F

Hammett ou la naissance d'un genre

Si dans le domaine du roman policier, et d'une manière plus globale de la littérature moderne, il est une légende indéboulonnable, posant des questions actuelles, c'est bien celle de Dashiell Hammett.

C'est à la rencontre de ce singulier auteur que nous convie Nathalie Beunat dans son livre. Pour ligne directrice elle prend l'écriture même de Hammett, ses rapports aux personnages, au réel, son mode narratif qu'elle expose et analyse de manière claire et pertinente.

Hammett, ancien détective, est indissociable de l'époque qui le voit naître à la carrière d'écrivain. Cette époque est celle où l'Amérique entre de plain-pied dans le siècle. La conquête intérieure du territoire est achevée, l'urbanisation évidente, la prohibition vient d'entrer en vigueur. C'est le temps de la collusion apparente entre pouvoirs locaux et gangsters montants. Cette réalité sera le terreau où se développera l'univers hammettien. Une œuvre destinée au plus grand nombre de lecteurs, ses moyens de diffusion étant le *Pulp*, revue bon marché éditée sur du mauvais papier.

Nathalie Beunat souligne avec raison « *Lorsque Hammett se lance dans l'écriture (...), il ne cherche pas à innover, mais à couler sur le papier, honnêtement, sans fioritures, le monde qu'il connaît le mieux* ». Pourtant il en ressortira un genre typiquement américain et un mode narratif totalement nouveau, radicalement moderne.

C'est à une plongée dans la mythologie hammettienne qu'aboutit l'essai. On y retrouve le dur-à-cuire, la

quête d'une vérité toujours illusoire, le jeu de l'être et du paraître, la mise en perspective d'une corruption généralisée. Ces mythes ont pour mode narratif le comportementisme, méthode quasiment géniale d'exposer la complexité psychologique d'un personnage par ses comportements, ses réactions au réel et non ses pensées. Ce choix narratif résolument moderne, faisant l'économie de l'introspection place le personnage et le lecteur directement au cœur de l'action. Il décrit un être, un milieu, une réalité.

La nouveauté de Hammett réside tout entière là, dans cette structure narrative et le regard sans merci qu'elle porte sur la société. On peut regretter que Nathalie Beunat néglige ce que l'apport précurseur d'une certaine école française, et je pense à Maupassant où à Zola, a pu apporter à l'émergence de ce mode narratif - il est vrai que ces auteurs opéraient hors du genre policier et que c'est bien ce genre qui permet l'expression la plus forte de ce rapport au réel.

En conclusion de son ouvrage Nathalie Beunat nous offre une bibliographie exhaustive de Hammett suivie d'une filmographie complète.

Son essai se lit comme un excellent complément ou une brillante introduction à l'œuvre de ce génial novateur que fut Hammett.

Bruno DIAZ

Nathalie Beunat - « *Dashiell Hammett : parcours d'une œuvre* » - Éditions Énergie - prix franco : 65 F.

Le comte de Paris et sa descendance

Les ouvrages consacrés au chef de la famille de France ne sont pas très nombreux et pour la plupart épuisés. Cette lacune vient d'être heureusement comblée pour le plus grand bonheur des royalistes fidèles.

Onze enfants, quarante petits-enfants, déjà vingt-neuf fois arrière-grand-père... le comte de Paris est à la tête d'une si nombreuse famille qu'il n'était pas très simple pour les non-spécialistes de s'y retrouver. Grâce au livre que Philippe de Montjouvent vient de consacrer au « *Comte de Paris et sa descendance* » ce n'est plus vrai aujourd'hui.

Ouvrage généalogique de référence, on y trouve dates, filiations, liens de parenté, études sur les Maisons alliées, etc. Mais ce qui aurait pu n'être qu'une généalogie un peu austère, se lit en fait avec beaucoup de plaisir en raison des abondantes et riches notices biographiques qui accompagnent les renseignements purement généalogiques donnés pour chaque personnage. Celle concernant le comte de Paris lui-même est un véritable petit livre (130 pages) dans le livre.

L'auteur ne s'est pas contenté de faire la synthèse d'ouvrages déjà existants, mais il a également consulté et dépouillé la presse quotidienne ou spécialisée, consulté ou interrogé de nombreux membres de la Famille de France ou leurs proches. Pour tous les faits rapportés un abondant appareil de notes indique avec précision la source, ce qui permet éventuellement au lecteur d'apprécier la fiabilité de l'information.

Yvan AUMONT

Philippe de Montjouvent - « *Le comte de Paris et sa descendance* » - Annexes, index, bibliographie, tableaux généalogiques - Éd. du Chaney, 1998, 480 p. - prix franco : 180 F.

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 13 janvier** : Sociologue de son métier, Jean-Marc SALMON participe depuis des années aux mouvements de lutte contre les exclusions. A partir de sa propre expérience, il a mené une longue enquête sur le mouvement associatif et sur les associations qui sont ou ont été depuis une quinzaine d'années au centre de l'actualité : SOS Racisme, Act-Up, le Droit au logement, les mouvements de chômeurs... « *Que veut, que peut le mouvement associatif ?* » Mène-t-il seulement des guérillas locales et sectorielles, ou permettra-t-il de régénérer le politique ?

AUTOCOLLANTS

Différents modèles d'autocollants sont disponibles (on peut panacher les commandes) :
✓ Autocollant « *NON aux lois xénophobes* » rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible.

Vendu par planche de 12. La planche : 7 F franco, à partir de 3 planches : 4 F franco la planche, à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

✓ Autocollant rond « *UN ROI, pourquoi pas ?* » vendu par planche de 12 (même tarif que ci-dessus).

✓ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) publicitaire pour *Royaliste*, vendu par planche de 24 (même tarif que ci-dessus).

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

● **Mercredi 20 janvier** : Poursuivant sa recherche sur la démocratie moderne, Pierre ROSANVALLON s'est interrogé dans un ouvrage récent sur le peuple lui-même. Peuple fondateur, peuple souverain, ce peuple citoyen que nous regardons depuis la Révolution française comme l'agent décisif de l'histoire est pourtant difficile à saisir dans ses modes d'expression et dans sa représentation. « *Le peuple introuvable ?* » Sur cette question essentielle nous reprendrons avec notre invité un débat qui s'est noué voici bien des années.

● **Mercredi 27 janvier** : Qui était Jean Moulin ? On a accusé le président du Conseil national de la Résistance d'avoir été un agent soviétique et on a récemment prétendu qu'il s'était rallié aux Américains. Querelles d'historiens, mais aussi règlements de comptes politiques qui ont commencé pendant la Résistance. Auteur d'enquêtes magistrales, Pierre PÉAN a effectué des recherches approfondies sur cette histoire de fidélité et de trahison. « *Vies et morts de Jean Moulin* » : celles d'un serviteur de l'État, d'un homme à tous égards passionné - d'un résistant exemplaire.

MESSE LOUIS XVI

La messe traditionnelle à la mémoire de Louis XVI aura lieu en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, le jeudi 21 janvier à 12 h 30. Comme tous les ans nous ferons une vente de *Royaliste* à cette occasion et faisons appel aux bonnes volontés pour nous aider à l'assurer.

♦ Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR.

FANIONS

A nouveau disponibles les petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Session de formation de politique appliquée

La prochaine session aura lieu à Angers les 30 et 31 janvier prochains. Le thème général en sera : La planification. Nous aurons comme invité Henri Guaino, ex-commissaire au Plan.

Rappelons que ces sessions sont des rendez-vous de formation indispensables. Tous les thèmes traités constituent les bases de la culture politique, de l'engagement et de l'exercice des responsabilités dans le champ civique, social, syndical ou politique. Moment d'échange enrichissant non seulement entre adhérents de la NAR mais avec d'autres militants, non royalistes elles permettent de relier les expériences, les luttes et aussi la réflexion.

Inscriptions et renseignements auprès de Nicolas Lucas, 13 square Jean-Baptiste Clément - 49000 Angers (tél. : 02.41.48.95.03). Joindre un acompte de 100 F en même temps que l'inscription.

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

COMTE DE PARIS

Sur simple demande de votre part, nous vous enverrons le texte complet de l'entretien (*La France retrouvera sa liberté en se révoltant !*) donné par le comte de Paris au *Figaro* le 4 juillet dernier ainsi que celui de son appel « *Ne renoncez pas à la France* » paru dans le *Figaro* du 21 avril.

Merci de joindre quelques timbres pour couvrir les frais.

ILE DE FRANCE

Le prochain rendez-vous des militants de la Fédération d'Ile-de-France est le samedi 23 janvier à 16 h dans les locaux, pour la première réunion du cycle de formation. Ce cycle en comportera cinq et le thème général en est « *l'engagement politique* ».

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Onze remarques sur l'euro

L'euphorie des euro-monetaristes et l'hystérie des nationalistes empêche d'y voir clair sur une question que les techniciens de la monnaie européenne ont été contraints de compliquer à l'excès. Sans prétendre épuiser le sujet (1), tentons de retrouver quelques repères.

1) L'idée d'une monnaie unique était cohérente, par rapport au projet d'étroite coopération entre les quinze États membres de l'Union européenne : des politiques économiques accordées supposaient qu'on ne se fasse pas la guerre avec des monnaies.

2) Les avantages financiers et commerciaux de cette monnaie européenne étaient appréciables : disparition des risques et des coûts liés aux opérations de change, impossibilité des dévaluations de combat entre les membres de l'Union, constitution d'une union monétaire capable de résister aux assauts spéculatifs et d'affronter le dollar.

3) En acceptant la monnaie unique, François Mitterrand poursuivait des objectifs précis, dans le souci des intérêts français : en finir avec la domination du mark, reconquérir une part de souveraineté monétaire, profiter des avantages énumérés au point deux, avec l'espoir que le franc deviendrait plus fort que la monnaie allemande avant le passage à la monnaie unique - ce qui permettrait à la France de faire prévaloir en Europe sa politique monétaire.

Ces objectifs européens n'ont pas été atteints, et notre ambition nationale a été abandonnée. En effet :

4) L'euro n'est pas une mon-

naie unique : onze pays sur quinze participent au nouveau système monétaire. Dans trois ans, cinq monnaies circuleront dans l'Union européenne : l'euro, la livre anglaise, la couronne danoise, la drachme grecque, la couronne suédoise.

5) Par conséquent, les dévaluations compétitives resteront possibles dans l'Union européenne et le risque d'opérations spéculatives contre les monnaies nationales continuera d'exister. Reste, pour les pays de la zone euro, l'avantage de l'union face au dollar : encore faut-il qu'une



politique de change commercialement efficace soit menée. Il appartient aux ministres des Finances d'en faire la démonstration.

6) L'euro ne remplit pas toutes les fonctions d'une véritable monnaie : c'est une unité de compte depuis le 1^{er} janvier 1999, elle n'est qu'un instrument partiel de réserve (les banques centrales nationales conserveront une partie de leurs propres réserves) et cette monnaie ne sera mise en circulation que dans trois ans.

7) L'institution chargée de l'émission de l'euro n'est pas « européenne » au sens fédératif du terme puisque la Banque

centrale européenne coopère avec le Système Européen des Banques centrales (nationales), ce qui accroît la complexité et multiplie les risques de conflits.

8) Un des aspects majeurs de cette complexité tient au fait que les ministres des Finances des Onze décident de la politique de change (ce sont eux qui ont fixé le cours de l'euro) tandis que la Banque centrale gère l'émission de l'euro. Un premier conflit a porté sur la représentation de la zone euro au sein du G7 (elle en aura trois) et un deuxième est amorcé depuis que Wim Duisenberg a déclaré qu'il ne céderait pas la place à Jean-Claude Trichet dans quatre ans comme il l'avait promis.

9) La gestion quantitative de la réserve monétaire européenne est conçue selon un objectif absurde (lutter contre une inflation qui a disparu) mais le dogmatisme des banquiers centraux les conduit à restreindre au maximum l'offre de monnaie, donc à asphyxier l'économie.

10) La démission des responsables politiques devant les banquiers centraux, qui jouissent d'une puissance despotique, entraînera un durcissement des politiques restrictives dont nous souffrons : celles qui ont provoqué la faible croissance, le chômage, la précarité, la flexibilité et la compression salariale.

11) Comme tout monnaie, l'euro suppose l'unité d'un pouvoir souverain, capable de représenter une collectivité politique, selon les critères de la légitimité démocratique. Comme l'Europe ne constitue pas une collectivité politique, comme les organismes actuels ne sont ni souverains, ni légitimes, l'euro n'est qu'une construction technocratique vouée à l'échec.

Les peuples européens ont été et continueront d'être sacrifiés pour rien.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. « *Violence de la monnaie* », éditorial du n° 706, ainsi que ma *Note sur l'Europe*, septembre 1996 - prix franco : 14 F.